

the challenge of such questions as they follow Theresa Richardson's praiseworthy example of historical scholarship.

1. Richard Niebuhr, *Christ and Culture* (New York: Harper and Row, 1951), 231.

Brian D. Smith
Therapeutic Health Services
Seattle, WA.

Arthur Tremblay avec la collaboration de Robert Blais et Marc Simard. *Le ministère de l'Éducation et le Conseil supérieur: Antécédents et création, 1867-1964.* Québec: Les presses de l'université Laval, 1989. Pp. 450. \$24.00.

Les vingt-cinq ans du rétablissement du ministère de l'Éducation au Québec se devait d'être souligné car cet événement majeur de la Révolution dite «tranquille» se situe au coeur de l'importante réforme scolaire des années 1960. L'ouvrage du sénateur Arthur Tremblay, un des grands artisans de cette réforme en tant que membre de la Commission royale d'enquête sur l'enseignement (Commission Parent, 1961-1966) et sous-ministre de l'éducation, traduit cette intention. Précisons cependant que son ouvrage s'inscrit dans un vaste projet d'étude de la réforme scolaire entrepris par le Groupe d'études sur la réforme en éducation au Québec de

l'Université Laval. Il se veut une introduction, une «toile de fond»(p.XII) pour les autres travaux du groupe de recherche.

Secondé par le chercheur Robert Blais et par l'historien Marc Simard, A. Tremblay évoque essentiellement la mise en place des nouvelles structures supérieures de l'éducation établies en 1964. Soucieux cependant de comprendre la persistance des anciennes structures, il examine en premier lieu les origines de celles-ci et les facteurs qui devaient finalement amener leur transformation. Aussi a-t-il adopté un plan chronologique dans les trois grandes parties et dans les multiples chapitres et sous-chapitres que comporte l'ouvrage.

La première partie, la plus courte, fait état de l'évolution des hautes structures éducationnelles depuis 1867 jusqu'à 1960. On retient essentiellement qu'un ministère de l'Instruction publique existait déjà au Québec en 1867 mais qu'il fut, sous la pression des ultramontains vivement opposés à l'intervention de l'État dans l'éducation, aboli dès 1875 au profit d'une surintendance et d'un Conseil de l'Instruction publique divisé en deux comités confessionnels agissant sans coordination. Ainsi «sont mises en place des structures qui dureront 90 ans et résisteront à toutes les velléités et tentatives de réformes jusqu'au rapport de la Commission royale d'enquête sur l'enseignement» (p.5). Les tentatives du gouvernement de F.G. Marchand de restaurer, en 1897-1898, le ministère de l'Instruction publique échouèrent en effet et cet échec renforça la suprématie de l'Église catholique—et surtout de son

épiscopat—dans le domaine éducationnel.

L'urbanisation de la société québécoise, la croissance démographique et, avec celle-ci, l'augmentation de la clientèle scolaire, jointes aux multiples, problèmes révélés par la Crise des années 30 devaient, selon l'auteur, amener des remises en question. Le premier questionnement vint toutefois de l'intérieur, des comités confessionnels. Mais, bientôt, un véritable consensus social sur la nécessité de réformer un système devenu anachronique, consensus révélé par la Commission d'enquête sur les problèmes constitutionnels (Comm. Tremblay, 1956), se dégage et amène d'ailleurs les premiers ministres Paul Sauvé et Antonio Barrette à apporter les premiers changements. «En matière d'éducation, à tout le moins, les 'bouleversements' des années 60 se préparaient déjà depuis de nombreuses années» (p.114). Mais, ajoute A.Tremblay, la résistance à la modernisation du système est encore vive en raison surtout de la vieille crainte de l'État et des politiciens dans le domaine sacré de l'éducation. Les véritables propositions de réforme ne viendront qu'avec la Commission Parent, Commission qui fait l'objet de la deuxième partie de l'ouvrage.

Cette partie est fort détaillée. Il s'en dégage surtout que les commissaires, guidés par le souci premier d'assurer à tous l'accès à l'éducation et à l'enseignement supérieur, recommandèrent dès 1963 l'établissement d'un ministère, estimant que seul l'État était en mesure d'atteindre les objectifs ambitieux

désormais attribués au système d'enseignement. Par cette recommandation, ils reconnaissaient aussi, selon l'auteur, la responsabilité du pouvoir politique en matière d'éducation. Mais, nous rappelle A. Tremblay, les commissaires insistèrent également sur la nécessité d'établir un Conseil supérieur de l'éducation, organe consultatif et, par là, garant d'une meilleure représentation démocratique.

La troisième partie de l'ouvrage est consacrée aux débats entourant l'adoption du Bill 60 qui instituait finalement, en janvier 1964, le ministère et le Conseil supérieur de l'éducation proposés. Car quoique généralement bien accueilli, estime l'auteur, le projet de loi fut reporté en raison de la tiédeur du premier ministre Jean Lesage, des réserves de l'épiscopat et de la vive opposition de quelques nationalistes voyant dans le retour de l'État une menace à l'intégrité nationale. La vaste campagne d'information de Paul Gérin-Lajoie, futur titulaire du ministère, et l'invitation faite aux contestataires de suggérer des amendements au projet, ces deux exercices de démocratie, en somme, contribueront à vaincre les dernières résistances. La réforme scolaire, «l'option démocratique» (p.381), devait toutefois surtout l'emporter, soutient A. Tremblay, grâce à la nouvelle perception collective du rôle de l'État. Parallèlement à l'État-providence et à l'État-entrepreneur, l'État-éducateur apparaissait essentiel à une population qui voyait en l'État, «son» État, la clé de son avenir. L'adoption du Bill 60 nécessita néanmoins un compromis entre l'Église et l'État, un compromis

concrétisé par l'ajout d'un préambule au texte de loi reconnaissant, entre autres, aux parents le droit de choisir l'institution scolaire de leurs enfants et aux institutions scolaires autonomes celui de bénéficier du soutien administratif et financier nécessaire.

En conclusion, l'auteur rappelle notamment les acquis du Bill 60. Mentionnons la professionnalité de l'école publique voulue tant par les protestants que par les catholiques, l'augure de l'adoption future d'une Charte des droits scolaires, la création de l'instrument de coordination depuis longtemps souhaité.

L'exercice auquel s'est livré A. Tremblay constitue avant tout un bon rappel des débats passés et récents entourant l'épineuse question des structures supérieures de l'instruction publique québécoise. Le lecteur peut notamment apprécier la diversité des propositions soumises par les organismes entendus par la Commission Parent. Il peut, d'autre part, voir évoluer plusieurs acteurs essentiels de la réforme scolaire des années 60: Claude Ryan, le Frère Untel et peut-être, surtout, André Laurendeau, dont le mérite fut, estime l'auteur, d'exorciser la crainte de l'État et le mythe de la participation des parents dans l'ancien système (p.305-306).

L'ouvrage amène néanmoins quelques réserves au niveau de la forme, de la présentation et du contenu. Il eut d'abord été plus clair et plus correct d'intituler l'ouvrage *Le ministère et le Conseil supérieur de l'éducation*. On peut remarquer aussi des longueurs fréquentes. Le lecteur

tirera-t-il profit de la lecture de tant d'extraits de l'interminable échange épistolaire entre l'archevêque Bruchési et le premier ministre Marchand (pp.10-22) ou de la description détaillée des difficultés de procédure rencontrées par les commissaires (pp.167-195)? Certaines divisions du livre apparaissent également superflues. La tournée de Paul Gérin-Lajoie perd de sa continuité lorsque fractionnée en «déroulement», en «thèmes majeurs» et en «bilan sommaire» (pp. 288-304).

On peut surtout regretter que l'auteur, manifestement soucieux de ne pas envahir le champ d'enquête des autres chercheurs du projet, nous livre, à l'exception de quelques passages, une histoire événementielle des seules structures supérieures de l'éducation. La «création» du ministère de l'Éducation dont la portée fut considérable s'en trouve souvent réduite à une série de petits pas ou de petites victoires acquises principalement au niveau législatif. L'ouvrage sera sans doute utile pour la poursuite des travaux du groupe mais la communauté historique et le grand public risquent fort d'être déçus.

Mais, en définitive, il faut savoir gré à l'auteur d'avoir remémoré un événement particulièrement significatif de l'évolution de la société québécoise soit le rétablissement du ministère de l'Éducation. En des temps où le système public actuel est l'objet de critiques parfois acerbes et hâtives, il était opportun de rappeler les insuffisances du régime antérieur et, surtout, les objectifs généreux que les

commissaires avaient fixés au nouveau.

Andrée Dufour
Université du Québec à Montréal

Bryce E. Nelson. *Good Schools: The Seattle Public School System, 1901-1930.* Seattle: University of Washington Press, 1989. Pp. xi, 187. \$20.00 U.S.

Good Schools: it seems an incongruous title for a history of urban education. Urban schools in the late twentieth century often epitomize the worst features of American education. Heavily centralized, bureaucratically organized, plagued by a variety of social ills, city schools have symbolized failure and hardly evoke images of success and goodness. So-called revisionist scholars from the late 1960s to the early 1970s often focused their sights on the historical origins of urban schools, exposing their racist, sexist, and class-biased values. So it is somewhat startling to meet an author who contradicts the now-conventional revisionist wisdom.

The "good schools" in Bryce E. Nelson's book existed in Seattle, Washington, during the early twentieth century. In his perspective, they were especially good until the years around World War I. Ultra-patriots, tax-cutters, and an array of conservative special-interest groups thereafter turned Seattle's schools into more rigid and less responsive institutions. Most of

Nelson's volume, however, deals with the numerous school reforms that swept the city before the war, and this constitutes the heart of his contribution.

Good Schools is an extremely thoughtful and well-written volume. Nelson is an extraordinarily clear stylist. His book reads so well that one ultimately regrets its brevity, since the author raises more important issues than he can resolve in a slender volume. Nelson often provides the reader with a sketch instead of a fully detailed view of the urban landscape. So much critical scholarship exists on the progressive era (c. 1890-1920) and the public schools, however, that it is refreshing to read someone who is almost partisan in praising Seattle's pedagogical progressives.

Nelson does not offer a philosophical interpretation of what might constitute a "good school" or "good society." One nevertheless quickly sees that he admires a host of community and neighbourhood-oriented progressives who tried to transform Seattle's schools in the early twentieth century. The main figure in the story is Frank Cooper, who was reared in the small-town Midwest but eventually became the city's school superintendent from 1901 to 1922. Near the end of his term, political pressures gradually forced Cooper to embrace the administrative agenda of school superintendents elsewhere. But his heart was never in it. Cooper never quite fit the mould of those administrative reformers who were enamoured by industrial metaphors that likened children to bits of raw material on conveyor belts. Until